



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 8 mars 2012)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI) : Bonjour mesdames et messieurs. Bienvenue à ce pont de presse du 8 mars qui coïncide avec la Journée internationale de la femme. Je voudrais saisir cette occasion pour présenter mes félicitations et mes meilleurs vœux à toutes les femmes de Côte d'Ivoire avec une pensée particulière pour toutes les femmes rurales auxquelles cette année, la Journée est dédiée ; mais j'y reviendrai un peu plus tard. Auparavant je voudrais juste vous donner les activités du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, Bert Koenders, qui aujourd'hui sera reçu par le Président Alassane Ouattara, en même temps que son homologue pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit. Je vous rappelle que le Président Alassane Ouattara, également Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ils vont pour examiner les développements du processus de paix ivoirien et la situation dans la sous-région.

M. Koenders est reçu par le Chef de l'Etat ivoirien au lendemain de la réunion de coopération entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et la Mission des Nations Unies au Liberia (UNMIL, dans son sigle anglais) et après un périple de trois jours dans l'ouest du pays bouclé mardi après-midi.

Le Chef de l'ONUCI devrait présenter le plan d'Action ayant sanctionné les travaux avec UNMIL et destiné à renforcer la coopération entre les deux missions à la frontière ivoiro-libérienne pour relever les défis qui se posent notamment au niveau sécuritaire, humanitaire et même économique. Il s'agira de souligner l'importance des relations entre les deux pays, c'est-à-dire la Côte d'Ivoire et le Libéria, pour accroître les bénéfices de leur coopération avec les deux missions onusiennes dans le cadre des contacts quadripartites.

Ainsi, il y aura la réactivation, au plan militaire, de la coopération entre les forces militaires de police et de gendarmerie de l'ONUCI et de UNMIL.

L'objectif est d'assurer la sécurité de ceux qui veulent rentrer dans leur pays et de montrer aux populations que la frontière, même si elle est poreuse et longue de plus de 700 kilomètres, elle n'appartient ni aux mercenaires ni aux personnes en armes », comme l'a dit M. Koenders à l'issue de la réunion.

Dans le cadre du plan d'action, un programme communautaire sera lancé en vue de réduire les violences en intensifiant la démobilisation et en accroissant la récupération des armes dans un contexte de prévention des conflits. Un troisième volet sera consacré à une campagne de communication conjointe « La Radio ONUCI-FM pourrait travailler de concert avec Radio UNMIL dans les langues locales mais aussi en français, pour donner des informations impartiales des deux côtés de la frontière. Comme on le voit, les travaux ONUCI-UNMIL ont été enrichis par la visite entreprise par M. Koenders à Toulepleu, à Man, à Bolequin ainsi qu'au camp Solo du Liberia abritant des réfugiés libériens. Au contact du terrain, le Représentant spécial a touché du doigt l'ampleur de la tâche. La sécurité des populations, les

besoins de reconstruction, l'appui agricole, la situation dans les forêts classées ont constitué, entre autres éléments, le menu des discussions avec les autorités administratives, les chefs traditionnels, les femmes ainsi que les jeunes aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Liberia. Il s'agit de questions à gérer ou à régler pour restaurer la cohésion sociale et promouvoir la réconciliation nationale en vue du relèvement économique.

Au terme de sa visite sur le terrain, il est apparu de plus en plus urgent, aux yeux du Représentant spécial, d'accélérer la Réforme du Secteur de la Sécurité devenue une priorité incontournable, particulièrement après les élections législatives.

A ce sujet, l'ONUCI demeure inquiète devant l'absence de décisions claires en ce qui concerne les circonscriptions de Bonon et de Facobly alors que le Parlement vient d'être convoqué. La Commission Electorale indépendante (CEI), rappelle-t-on, a dit son impuissance à proclamer les résultats dans ces zones et a confié le dossier au gouvernement pour mener des enquêtes. Face à ces développements, en vue d'apaiser la situation et de contribuer à protéger les droits des électeurs et des candidats, l'ONUCI a initié une enquête immédiate en coopération avec le Gouvernement pour aider à faire la lumière sur les événements ayant marqué la reprise des élections législatives dans ces deux circonscriptions, le 26 février 2012. Sur le registre sécuritaire, la Force de l'ONUCI a procédé à la désactivation de l'«Opération Phénix II» mise en place pour la sécurisation des élections législatives partielles.

Sur 1753 éléments des forces de sécurité ivoiriennes pour les législatives partielles transportés par les contingents de l'ONUCI seuls 345 appartenant au secteur Est et à Abidjan sont de retour sur leur base. Les 1408 autres sont redéployés à l'Ouest pour renforcer le dispositif sécuritaire mis œuvre.

Au plan opérationnel, la Force de l'ONUCI au cours de la semaine écoulée, a effectué 1652 patrouilles terrestres et aériennes. Dans le cadre de sa mission de mise en sûreté des populations, l'équipe de dépollution des bombes et munitions non explosées continue ses activités sur l'ensemble du territoire.

Sur le plan humanitaire, Les différents bataillons de la Force ont offert des soins gratuits à **1802** patients sur l'ensemble du territoire ivoirien et distribué **116 000** litres d'eau potable aux populations nécessiteuses.

Dans le cadre du suivi des conditions de détention et de la situation judiciaire des détenus, la Division des Droits de l'Homme de l'ONUCI a effectué une visite au camp de la Garde Républicaine (GR) où plusieurs civils suspectés d'être des miliciens pro-Gbagbo et accusés de mener des activités visant à déstabiliser le régime en place arrêtés à la fin du mois dernier sont détenus dans des conditions précaires.

L'ONUCI continue d'être préoccupée par les tensions persistantes entre les populations civiles et les 'Dozos' (chasseurs traditionnels) comme à Boundiali (100km de Korhogo) où ces derniers ont soumis les jeunes à de nombreux abus dont des mauvais traitements. Nous continuerons de suivre attentivement la situation.

Au cours de la même période, l'ONUCI a documenté plusieurs cas de violences sexuelles basées sur le genre, à savoir un cas de viol sur mineure à Bouaké et plusieurs cas de mutilations génitales féminines (MGF) à Aboisso et Samango (35Km nord-ouest d'Odienné) sur des filles dont l'âge varie entre 5 et 25 ans. Dans le but de contribuer à combattre cette pratique néfaste, la Division des Droits de l'Homme a organisé à Samango une séance de sensibilisation à l'attention de plus

de 20 représentants des communautés et des femmes qui se sont engagés à promouvoir la loi de 1998 qui interdit la pratique néfaste à la santé de la fille et de la femme.

La Division des Droits de l'homme a tenu sa réunion mensuelle de travail avec la *Commission Nationale des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire*. A cette occasion, les deux structures ont abordé les derniers développements relatifs à la situation des droits de l'homme dans le pays, l'extension de l'enquête de la Cour Pénale Internationale (CPI) jusqu'aux événements de 2002 et le prochain rapport de l'Expert Indépendant sur la situation en Côte d'Ivoire qui doit être présenté devant le Conseil des Droits de l'homme à Genève ce mois-ci.

Comme je le disais en introduction, la Journée Internationale de la Femme célébrée le 08 Mars, sera fêtée cette année officiellement à Abidjan. En complément de cette action gouvernementale, le système des Nations Unies, en collaboration avec le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, les autorités administratives, religieuses et traditionnelles, la confédération des associations féminines du Département de Dabou, célèbre la Journée Internationale de la Femme à Dabou.

Le thème de cette année notamment « **l'Autonomisation des Femmes : Eradiquer la Pauvreté et la Faim** », est l'occasion de communier avec les femmes des villages et des campements. Cela en les écoutant, en pensant à les associer davantage à tout ce qui revêt de l'importance dans, la paix, la cohésion sociale et le développement. Elles ont plus que besoin de la mobilisation de toutes les forces vives pour reconnaître leur valeur, leur contribution significative à la lutte contre la pauvreté et la faim.

La Côte d'Ivoire post-crise se doit de rendre un vibrant hommage à ces femmes. Véritables leviers du développement, de la lutte contre la pauvreté et la faim, mais vivant dans la précarité liée à la crise ivoirienne, l'indifférence face aux diverses formes de discrimination et de violation des droits humains dont elles sont victimes.

Le Système des Nations Unies est désormais engagé auprès du Gouvernement ivoirien pour faire des femmes rurales, des citoyennes accomplies et mobilisées pour chercher à connaître leurs droits et à s'inscrire dans la durabilité la qualité et la modernité.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des capacités de ses partenaires, la Mission organise du 13 au 14 mars à Aboisso, un séminaire d'échanges avec les élus, les cadres et le corps préfectoral de la région du Sud Comoé. Après la grande région d'Abidjan, les leaders d'opinion du Sud Comoé seront appelés pour leur engagement à un environnement post-crise apaisé, nécessaire à la relance du développement local.

Enfin et dans le même esprit, un atelier d'échanges sera organisé, le 12 mars prochain, à Zouan Hounien, sur le renforcement des capacités des chefs traditionnels et de communautés à la culture citoyenne, aux droits de l'homme et au règlement pacifique du conflit foncier.

Voilà très rapidement ce que j'avais pour vous. Je ne sais pas si vous avez des questions à me poser sur ce que je viens de dire mais également sur les activités de l'ONUCI de manière générale... Pas de questions ? Merci beaucoup et à jeudi prochain.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole

Tél. : +225-06203305 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-020235107

Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>